

Fiscalité et dynamique de la consommation privée

Une modélisation non linéaire avec transmission intertemporelle : le cas de la Côte d'Ivoire (2002–2023)

Auteur : Ludovic Yao NIAMIEN

Chercheur en économie publique – Agent des impôts
finances-publiques.org

Résumé

Cet article analyse la relation dynamique entre la fiscalité et la consommation privée à partir d'un modèle non linéaire de transmission intertemporelle. Contrairement aux approches linéaires classiques fondées sur le revenu courant, le modèle proposé intègre explicitement les effets distorsifs du taux d'imposition sur la capacité de l'économie à transmettre la consommation passée vers la consommation présente. Le modèle est estimé par moindres carrés non linéaires sur des données annuelles ivoiriennes couvrant la période 2002–2023. Les résultats mettent en évidence une forte non-linéarité fiscale, l'existence de seuils implicites de distorsion et une dynamique globalement contractive de la consommation privée sous pression fiscale. Les tests économétriques confirment la robustesse et la stabilité structurelle du modèle. Les implications de politique économique suggèrent que la fiscalité peut devenir un facteur endogène de freinage de la demande privée lorsqu'elle dépasse la capacité de transmission de l'économie.

Mots-clés : consommation privée, fiscalité, non-linéarité, transmission intertemporelle, seuil fiscal implicite, Côte d'Ivoire.

Classification JEL : E21, E62, H21, C22.

1. Introduction

La consommation privée constitue l'un des piliers fondamentaux de la demande globale et un déterminant central de la dynamique macroéconomique à court et à long terme. Dans la majorité des économies en développement, et en particulier en Afrique subsaharienne, elle représente plus de 60 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui confère à son évolution un rôle stratégique dans la croissance, la stabilité macroéconomique et le bien-être des ménages. Toute perturbation durable de la consommation privée est ainsi susceptible d'affecter non seulement l'activité économique globale, mais également l'investissement, l'emploi et la cohésion sociale.

Malgré cette importance, la littérature économique dominante continue de traiter la consommation privée à travers des cadres analytiques essentiellement linéaires et souvent statiques. Les modèles traditionnels, qu'ils soient fondés sur le revenu courant (Keynes, 1936), le revenu permanent (Friedman, 1957) ou l'hypothèse du cycle de vie (Modigliani et Brumberg, 1954), privilégient une relation directe entre consommation et revenu, tout en accordant une place marginale aux effets structurels et dynamiques de la fiscalité. Dans ces approches, l'impôt est généralement perçu comme une simple ponction proportionnelle sur le revenu disponible, sans remise en cause du mécanisme de transmission intertemporelle de la consommation.

Or, cette représentation apparaît de plus en plus insuffisante pour rendre compte des réalités observées dans les économies caractérisées par une pression fiscale croissante, une base imposable étroite et des rigidités institutionnelles persistantes. Dans de tels contextes, la fiscalité ne se limite pas à réduire mécaniquement le revenu disponible des ménages. Elle agit comme un facteur de distorsion plus profond, capable de modifier les comportements de consommation, d'affecter les anticipations, de renforcer les contraintes de liquidité et, in fine, de perturber la soutenabilité intertemporelle des trajectoires de dépenses privées.

Plus précisément, une fiscalité mal calibrée peut altérer la capacité de l'économie à transformer la consommation passée en consommation future, en introduisant des effets non linéaires, des seuils implicites et des mécanismes de correction endogènes. Ces phénomènes sont particulièrement marqués dans les économies en développement, où l'accès au crédit est limité, la protection sociale incomplète et la confiance dans l'action publique souvent fragile. Dans ces conditions, la consommation privée devient non seulement sensible au niveau des taux d'imposition, mais également à leur dynamique et à leur héritage intertemporel.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent article. Il propose un cadre analytique alternatif fondé sur un modèle non linéaire de consommation privée intégrant explicitement la fiscalité comme un déterminant central de la dynamique intertemporelle. Contrairement aux approches classiques, le modèle développé ne postule pas une transmission automatique et linéaire de la consommation passée vers la consommation présente. Il introduit au contraire une fonction de transmission fiscale non linéaire, susceptible d'amplifier ou de contracter la dynamique de la consommation en fonction du niveau et de l'évolution des taux d'imposition.

L'objectif de l'article est double. Il s'agit, d'une part, de modéliser la consommation privée comme un processus intertemporel endogène, dépendant de son propre passé et soumis à des distorsions fiscales structurelles. D'autre part, il vise à identifier les conditions sous lesquelles la fiscalité agit comme un facteur d'amplification de la consommation privée ou, au contraire, comme un mécanisme de contraction endogène de la demande des ménages, à travers l'existence de seuils fiscaux implicites.

L'application empirique au cas de la Côte d'Ivoire sur la période 2002–2023 constitue un terrain d'analyse particulièrement pertinent. Cette période est marquée par des réformes fiscales successives, une augmentation progressive de la pression fiscale et une transformation structurelle de l'économie ivoirienne. Elle offre ainsi un cadre empirique approprié pour tester la validité du modèle proposé et pour évaluer les implications concrètes de la fiscalité sur la dynamique de la consommation privée.

En mettant en évidence les effets non linéaires et dynamiques de la fiscalité sur la consommation privée, cet article contribue à renouveler l'analyse des politiques fiscales dans les économies en développement. Il apporte également un éclairage nouveau sur les mécanismes par lesquels la fiscalité peut devenir, au-delà d'un certain seuil, un facteur endogène de ralentissement de la demande privée et, par conséquent, de fragilisation de la croissance économique.

2. Revue de la littérature

L'analyse économique de la consommation privée occupe une place centrale dans la théorie macroéconomique depuis les travaux fondateurs du XX^e siècle. La littérature existante peut être structurée autour de plusieurs grandes familles de modèles, qui se distinguent par leurs hypothèses comportementales, leur traitement du temps et la place accordée à la fiscalité.

2.1. Les modèles keynésiens et la consommation fondée sur le revenu courant

La première approche, issue des travaux de Keynes (1936), repose sur l'hypothèse d'une relation stable et essentiellement linéaire entre la consommation et le revenu courant. Dans ce cadre, la fonction de consommation est généralement spécifiée sous la forme $C = c_0 + c_1 * Y$, où Y représente le revenu disponible. La fiscalité intervient implicitement à travers la réduction du revenu disponible, sans remettre en cause la structure même de la relation de consommation.

Si ces modèles ont constitué une avancée majeure pour l'analyse macroéconomique de court terme, ils présentent des limites importantes. En particulier, ils supposent une propension marginale à consommer constante et négligent les comportements d'anticipation, les effets de richesse et les mécanismes intertemporels. De plus, la fiscalité y est traitée comme un simple paramètre proportionnel, incapable de générer des effets non linéaires ou des changements de régime dans la dynamique de la consommation.

2.2. Les théories du revenu permanent et du cycle de vie

Une seconde famille de modèles, développée par Friedman (1957) et Modigliani et Brumberg (1954), introduit explicitement la dimension intertemporelle dans l'analyse de la consommation. Selon la théorie du revenu permanent, les ménages lissent leur consommation en fonction de leur revenu anticipé de long terme, tandis que l'hypothèse du cycle de vie met l'accent sur l'accumulation et la décumulation de patrimoine au cours de la vie.

Dans ces cadres, la consommation dépend moins du revenu courant que des anticipations et des ressources globales disponibles sur l'ensemble de l'horizon de vie. La fiscalité y est généralement considérée comme neutre à long terme, dès lors qu'elle est anticipée et intégrée dans les décisions optimales des ménages. Cette hypothèse de neutralité fiscale limite toutefois la capacité de ces modèles à expliquer les réactions asymétriques ou non linéaires de la

consommation face aux variations des taux d'imposition, en particulier dans les économies caractérisées par des imperfections de marché.

2.3. Contraintes de liquidité, frictions et hétérogénéité des ménages

Face aux limites des approches précédentes, une troisième génération de modèles a introduit les contraintes de liquidité, les frictions de marché et l'hétérogénéité des ménages. Hall (1978) propose une approche fondée sur l'hypothèse de marche aléatoire de la consommation, tandis que Campbell et Mankiw (1989) montrent empiriquement qu'une fraction significative des ménages consomme en fonction de leur revenu courant, en raison de contraintes d'accès au crédit.

Ces travaux marquent un tournant important, en reconnaissant que la consommation n'est pas toujours le résultat d'une optimisation intertemporelle parfaite. Toutefois, même dans ces modèles enrichis, la fiscalité demeure le plus souvent un facteur exogène, agissant indirectement par le biais du revenu disponible, sans être intégrée comme un déterminant structurel de la dynamique de consommation.

2.4. Fiscalité, distorsions et non-linéarités comportementales

Plus récemment, une littérature croissante s'est intéressée aux effets distorsifs de la fiscalité sur les comportements économiques. Slemrod et Yitzhaki (2002) mettent en évidence les réponses comportementales aux variations de taux d'imposition, notamment à travers l'évasion, l'évitement et la modification des choix de travail et d'épargne. Auerbach et Gorodnichenko (2012) montrent que les multiplicateurs budgétaires peuvent varier significativement selon le régime économique, suggérant l'existence de non-linéarités et de seuils.

Ces travaux ouvrent la voie à une analyse plus fine des effets de la fiscalité, mais restent rarement centrés sur la dynamique propre de la consommation privée. Lorsqu'elle est étudiée, la consommation est souvent considérée comme une variable de résultat, et non comme un processus dynamique influencé par la structure fiscale elle-même.

2.5. Positionnement et contribution du modèle proposé

Le modèle développé dans cet article s'inscrit dans le prolongement de cette littérature, tout en apportant une contribution originale. Il ne se contente pas d'introduire la fiscalité comme une contrainte externe, mais la formalise explicitement comme un multiplicateur (ou démultiplicateur) de la transmission intertemporelle de la consommation privée. La consommation courante dépend ainsi de l'écart entre la consommation passée et un niveau structurel, modulé par une fonction fiscale non linéaire intégrant à la fois le taux d'imposition courant et son héritage.

Cette approche permet de dépasser l'opposition classique entre modèles statiques et modèles intertemporels, en mettant en évidence l'existence de seuils fiscaux implicites au-delà desquels la fiscalité devient un facteur endogène de contraction de la consommation privée. Elle offre ainsi un cadre analytique cohérent pour analyser les économies en développement, où les imperfections de marché et les rigidités institutionnelles amplifient les effets distorsifs de la fiscalité.

3. Spécification théorique du modèle

3.1. Formulation générale du modèle

La consommation privée est modélisée comme un processus dynamique non linéaire, intégrant explicitement la fiscalité comme un déterminant structurel de la transmission intertemporelle. La spécification retenue est la suivante :

$$C_n = A_1 * (1 - t_n) * \left(\frac{1}{t_n} + B \right) * (C_{n-1} - C) * \frac{(1 + (B - 1) * t_n) * t_{n-1}}{(1 - t_{n-1}) * (1 + A_2 * t_{n-1}) * t_n} * e^{B * t_n} + C_0$$

où :

- C_n désigne la consommation privée à la période n ;
- t_n est le taux d'imposition effectif à la période n ;
- C_{n-1} représente la consommation privée retardée ;
- C correspond à un niveau plancher structurel de consommation, interprété comme une consommation incompressible ou socialement nécessaire ;
- C_0 est la composante autonome de long terme de la consommation ;
- $A_1 < 0$, $A_2 < 0$ et $B < -1$ sont des paramètres structurels gouvernant l'intensité et la forme de la distorsion fiscale.

Cette spécification s'écarte volontairement des fonctions de consommation linéaires traditionnelles. Elle introduit une fonction de transmission fiscale complexe, dépendant à la fois du taux d'imposition courant, de son héritage intertemporel et de l'écart de la consommation passée à son niveau structurel.

3.2. Réécriture compacte et fonction de transmission fiscale

Le modèle peut être réécrit sous une forme compacte mettant en évidence le mécanisme central de transmission intertemporelle :

$$C_n = M(t_n) * (C_{n-1} - C) + C_0^1$$

avec

$$M(t_n, t_{n-1}) = A_1 * (1 - t_n) * \left(\frac{1}{t_n} + B \right) * \frac{(1 + (B - 1) * t_n) * t_{n-1}}{(1 - t_{n-1}) * (1 + A_2 * t_{n-1}) * t_n} * e^{B * t_n}.$$

La fonction $M(t_n, t_{n-1})$ constitue le cœur analytique du modèle. Elle mesure la capacité de l'économie à transmettre la consommation passée vers la consommation présente, compte tenu de la structure fiscale. Selon sa valeur et son signe, cette fonction peut amplifier, atténuer ou inverser la dynamique intertemporelle de la consommation privée.

3.3. Interprétation économique des composantes du modèle

3.3.1. Inertie conditionnelle et rôle de C_{n-1}

¹ Modèle développé par Ludovic Yao NIAMIEN (2025) extrait de son ouvrage intitulé : *l'énigme de la consommation publique : modèles et impacts économiques*

La dépendance de C_n à l'écart $(C_{n-1} - C)$ introduit une inertie conditionnelle. La consommation courante ne dépend pas directement du niveau absolu de la consommation passée, mais de son écart à un seuil structurel C . Lorsque la consommation passée est proche de ce plancher, la dynamique intertemporelle s'éteint progressivement, et la consommation tend vers C_0 .

Ce mécanisme reflète l'idée qu'il existe un niveau de consommation incompressible en deçà duquel les ajustements intertemporels deviennent limités, en particulier dans les économies à faibles revenus et à protection sociale incomplète.

3.3.2. Distorsion fiscale non linéaire

La fiscalité intervient à travers plusieurs canaux multiplicatifs :

- le terme $(1 - t_n)$ traduit l'effet classique de la fiscalité sur le revenu disponible ;
- le terme $\left(\frac{1}{t_n} + B\right)$ introduit une sensibilité accrue aux variations du taux d'imposition, notamment à faibles niveaux de t_n ;
- le facteur $(1 + (B - 1) * t_n)$ modifie la pente de la transmission en fonction du niveau de la fiscalité ;
- l'exponentielle e^{B*t_n} , avec $B < 0$, introduit une contraction non linéaire de la transmission lorsque la pression fiscale augmente.

L'ensemble de ces composantes fait de la fiscalité un facteur de distorsion structurelle, capable de modifier qualitativement la dynamique de la consommation privée.

3.3.3. Héritage fiscal et rigidités intertemporelles

La présence explicite du taux d'imposition retardé t_{n-1} dans la fonction $M(t_n, t_{n-1})$ confère au modèle une dimension d'hystérésis fiscale. Le terme $(1 + A_2 * t_{n-1})$, avec $A_2 < 0$, capture les rigidités institutionnelles et administratives héritées du passé fiscal.

Une pression fiscale passée élevée tend à réduire la capacité de transmission intertemporelle de la consommation, même si le taux courant reste inchangé. Ce mécanisme reflète des phénomènes tels que l'érosion de la confiance des ménages, l'accumulation d'arriérés fiscaux ou la persistance de contraintes de liquidité.

3.4. Conditions de stabilité et seuils fiscaux endogènes

Les hypothèses $A_1 < 0$, $A_2 < 0$ et $B < -1$ impliquent que la fonction de transmission $M(t_n, t_{n-1})$ est globalement contractive sur un intervalle réaliste de taux d'imposition. Toutefois, en raison de sa non-linéarité, il existe des valeurs critiques de t_n pour lesquelles le signe ou l'intensité de $M(t_n, t_{n-1})$ peut changer.

En particulier, les conditions :

$$\frac{1}{t_n} + B = 0 \text{ et } 1 + (B - 1) * t_n = 0$$

définissent des seuils fiscaux implicites, au-delà desquels la fiscalité devient fortement pénalisante pour la dynamique de consommation. Ces seuils sont endogènes au modèle et dépendent exclusivement du paramètre structurel B.

3.5. Propriétés fondamentales du modèle

Cette spécification théorique met en évidence trois propriétés fondamentales :

1. Inertie conditionnelle : la consommation dépend de son propre passé, sous réserve d'un écart significatif au niveau plancher C ;
2. Distorsion fiscale non linéaire : la fiscalité agit comme un multiplicateur ou un démultiplicateur de la transmission intertemporelle ;
3. Seuils endogènes : certaines valeurs du taux d'imposition entraînent des changements de régime dans la dynamique de la consommation privée.

Ces propriétés distinguent clairement le modèle proposé des approches linéaires traditionnelles et constituent le fondement analytique des résultats empiriques présentés dans la suite de l'article.

4. Données et méthodologie

4.1. Sources des données et période d'étude

Les données utilisées dans cette étude couvrent la période 2002–2023 et proviennent des statistiques nationales ivoiriennes, notamment des publications officielles relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques. Le choix de cette période s'explique par la disponibilité et la relative homogénéité des séries, mais également par son intérêt économique : elle englobe des phases de reprise post-crise, de réformes fiscales successives et de transformation structurelle de l'économie ivoirienne.

Ce choix méthodologique est particulièrement adapté au contexte ivoirien, caractérisé par une fiscalité hétérogène, une assiette partiellement informelle et des écarts potentiels entre taux légaux et taux effectivement supportés par les agents économiques.

4.2. Nature des variables et traitement des données

Les séries utilisées sont annuelles, ce qui est conforme aux standards des études macroéconomiques appliquées aux pays en développement, où la disponibilité de données à haute fréquence demeure limitée. Bien que la taille de l'échantillon soit relativement restreinte (22 observations), elle reste suffisante pour l'estimation de modèles dynamiques non linéaires, dès lors que la spécification est structurelle et que les paramètres sont économiquement identifiables.

Aucune transformation logarithmique n'est appliquée à la variable de consommation, le modèle étant spécifié en niveau afin de préserver l'interprétation directe des paramètres et de maintenir la cohérence avec le niveau plancher C. Les taux d'imposition sont utilisés en proportion, conformément à la structure analytique du modèle.

4.3. Méthode d'estimation : moindres carrés non linéaires contraints

Le modèle est estimé par la méthode des moindres carrés non linéaires (Nonlinear Least Squares – NLS). Ce choix s'impose naturellement compte tenu de la structure fortement non linéaire de la fonction de consommation, qui inclut des termes multiplicatifs, des ratios et une composante exponentielle en fonction du taux d'imposition.

L'estimation est réalisée sous contraintes de signe sur les paramètres structurels, à savoir :

$$A_1 < 0, A_2 < 0 \text{ et } B < -1.$$

Ces contraintes ne sont pas arbitraires ; elles découlent directement du cadre théorique et garantissent la cohérence économique du modèle. En particulier, elles assurent que la fiscalité agit comme une distorsion contractive potentielle sur la transmission intertemporelle de la consommation et permettent l'existence de seuils fiscaux implicites.

L'algorithme d'optimisation vise à minimiser la somme des carrés des résidus :

$$\min_{A_1, A_2, B, C, C_0} \sum_{n=1}^N [C_n - (M(t_n) * (C_n - C) + C_0)]^2$$

où A_1, A_2, B, C, C_0 sont des paramètres à estimer.

4.4. Critères d'évaluation du modèle

La qualité de l'ajustement est évaluée à l'aide de plusieurs indicateurs complémentaires :

- Le coefficient de détermination R^2 , qui mesure la part de la variance de la consommation expliquée par le modèle ;
- L'erreur quadratique moyenne (RMSE), qui renseigne sur l'ampleur moyenne des erreurs de prévision en niveau ;
- L'erreur absolue moyenne en pourcentage (MAPE), qui permet une interprétation relative des écarts entre valeurs observées et simulées.

L'utilisation conjointe de ces indicateurs permet d'évaluer à la fois la performance globale du modèle et sa capacité à reproduire fidèlement la trajectoire observée de la consommation privée.

4.5. Tests de diagnostic et de robustesse

Afin de valider les hypothèses économétriques sous-jacentes et d'assurer la robustesse des résultats, plusieurs tests de diagnostic sont réalisés sur les résidus du modèle.

Le test de Breusch–Pagan est utilisé pour détecter la présence éventuelle d'hétéroscédasticité. L'absence d'hétéroscédasticité significative indique que la variance des résidus est stable sur l'ensemble de la période, ce qui renforce la fiabilité des estimations.

Le test de Breusch–Godfrey, appliqué à différents ordres, permet de vérifier l'absence d'autocorrélation des résidus. Ce point est essentiel dans un cadre dynamique, afin de s'assurer que la structure temporelle du modèle capture correctement la dépendance intertemporelle de la consommation.

Enfin, la stabilité structurelle du modèle est évaluée à l'aide des tests CUSUM et CUSUMSQ, fondés sur les résidus récurrents. Ces tests permettent d'identifier d'éventuelles ruptures structurelles ou instabilités des paramètres au cours du temps. Leur validation suggère que la relation estimée entre fiscalité et consommation privée est stable sur l'ensemble de la période étudiée, malgré les chocs économiques et les réformes fiscales observés.

4.6. Portée et limites méthodologiques

Il convient de souligner que, comme toute étude macroéconomique fondée sur des données annuelles et un échantillon limité, les résultats doivent être interprétés avec prudence. Néanmoins, la forte cohérence théorique du modèle, combinée à la qualité des diagnostics économétriques, confère une crédibilité élevée aux conclusions tirées.

Cette méthodologie offre ainsi un cadre rigoureux pour analyser les effets dynamiques et non linéaires de la fiscalité sur la consommation privée, et constitue une base solide pour les résultats empiriques présentés dans la section suivante.

5. Résultats économétriques

5.1. Estimation des paramètres structurels

L'estimation du modèle par moindres carrés non linéaires sous contraintes de signe fournit les valeurs suivantes pour les paramètres structurels :

- $A_1 = -2,99$
- $B = -14,81$
- $A_2 = -30,34$
- $C \approx 9\,147$
- $C_0 \approx 9\,687$

Ces estimations respectent strictement les contraintes théoriques imposées ($A_1 < 0$, $A_2 < 0$ et $B < -1$), confirmant la cohérence interne du modèle et la pertinence du cadre analytique retenu.

Le paramètre A_1 mesure l'intensité globale de la transmission intertemporelle de la consommation privée. Sa valeur négative indique que, toutes choses égales par ailleurs, l'écart entre la consommation passée et le niveau plancher C est transmis de manière contractive vers la période courante. Autrement dit, une consommation élevée dans le passé ne se traduit pas mécaniquement par une consommation plus élevée dans le présent, ce qui suggère l'existence de contraintes structurelles pesant sur la soutenabilité intertemporelle de la demande privée.

Le paramètre B , estimé à une valeur très inférieure à -1 , constitue l'élément central du modèle. Il gouverne à la fois la non-linéarité de la fonction de transmission et la vitesse à laquelle la fiscalité écrase la dynamique de consommation via le terme exponentiel $e^{B \cdot t_n}$. Une telle valeur implique que de faibles variations du taux d'imposition peuvent entraîner des effets disproportionnés sur la capacité de l'économie à transmettre la consommation passée vers la consommation présente.

Le paramètre A_2 , également négatif et de grande amplitude, reflète l'importance des rigidités héritées du passé fiscal. Il indique que la pression fiscale retardée t_{n-1} exerce un effet durable sur la dynamique actuelle de la consommation, traduisant un phénomène d'hystérésis fiscale.

Enfin, les paramètres C et C_0 définissent respectivement un niveau plancher structurel de consommation et une composante autonome de long terme. Leur proximité relative suggère que la consommation ivoirienne évolue autour d'un socle structurel relativement stable, sur lequel viennent se greffer des fluctuations dynamiques modulées par la fiscalité.

5.2. Qualité de l'ajustement et pouvoir explicatif

Le modèle présente un pouvoir explicatif particulièrement élevé. Le coefficient de détermination atteint un niveau de $R^2 \approx 0,994$, indiquant que plus de 99 % de la variance de la consommation privée observée est expliquée par la spécification retenue. Ce résultat est remarquable compte tenu du caractère non linéaire et dynamique du modèle, ainsi que de la taille relativement limitée de l'échantillon.

L'erreur quadratique moyenne (RMSE) demeure modérée au regard du niveau moyen de la consommation privée, tandis que l'erreur absolue moyenne en pourcentage (MAPE) est inférieure à 4 %. Ces indicateurs confirment la capacité du modèle à reproduire fidèlement la trajectoire observée de la consommation privée sur l'ensemble de la période étudiée, sans générer de biais systématique.

La comparaison graphique entre les séries observées et simulées révèle un ajustement étroit, tant dans les phases de croissance soutenue que lors des périodes de ralentissement, ce qui suggère que le modèle capte correctement les mécanismes dynamiques sous-jacents.

5.3. Tests de diagnostic

Les tests de diagnostic confirment la validité économétrique du modèle.

Le test de Breusch–Pagan ne met pas en évidence d'hétéroscédasticité significative des résidus, ce qui indique que la variance des erreurs demeure stable au cours du temps. Cette propriété est essentielle pour garantir l'efficacité des estimations par moindres carrés non linéaires.

Les tests de Breusch–Godfrey, appliqués à différents ordres, ne détectent aucune autocorrélation résiduelle significative. Ce résultat suggère que la structure dynamique du modèle capture adéquatement la dépendance temporelle de la consommation privée et qu'aucune dynamique systématique n'a été omise dans la spécification.

5.4. Stabilité structurelle du modèle

La stabilité structurelle du modèle est évaluée à l'aide des tests CUSUM et CUSUMSQ, fondés sur les résidus récurrents. Les trajectoires de ces statistiques demeurent à l'intérieur des bandes de confiance à 5 % sur l'ensemble de la période 2002–2023.

Ce résultat indique l'absence de rupture structurelle significative dans la relation estimée entre fiscalité et consommation privée, malgré les chocs macroéconomiques et les réformes fiscales observés au cours de la période. Il renforce l'idée que le mécanisme de transmission fiscale identifié par le modèle est structurel et non conjoncturel.

5.5. Synthèse des résultats économétriques

Dans l'ensemble, les résultats économétriques confirment la pertinence du modèle proposé pour analyser la dynamique de la consommation privée sous contrainte fiscale. Les paramètres estimés mettent en évidence une fiscalité fortement distorsive, capable de contracter la transmission intertemporelle de la consommation au-delà de certains seuils implicites. La qualité de l'ajustement, la robustesse des diagnostics et la stabilité structurelle observée confèrent une crédibilité élevée aux conclusions qui seront discutées dans la section suivante.

6. Analyse économique des résultats

6.1. La fiscalité comme distorsion dynamique de la consommation privée

L'estimation du paramètre B à une valeur strictement inférieure à -1 constitue un résultat central de l'analyse. Ce paramètre gouverne la forme non linéaire de la fonction de transmission fiscale et intervient directement dans le terme exponentiel $e^{B \cdot t_n}$. Une telle valeur implique que l'augmentation du taux d'imposition réduit de manière $e^{B \cdot t_n}$ rapide et disproportionnée la capacité de l'économie à transmettre la consommation passée vers la consommation présente.

Contrairement aux modèles linéaires traditionnels, dans lesquels l'effet de la fiscalité sur la consommation est progressif et proportionnel, le cadre proposé met en évidence une **contraction accélérée** de la dynamique de consommation lorsque la pression fiscale augmente. L'exponentielle $e^{B \cdot t_n}$ agit comme un mécanisme d'écrasement : au-delà de certains niveaux de taxation, même une faible hausse du taux d'imposition entraîne une réduction significative de la transmission intertemporelle. Ce résultat suggère que la fiscalité ne se contente pas d'affecter le niveau de la consommation via le revenu disponible, mais modifie profondément la structure temporelle des décisions de consommation des ménages.

6.2. Seuils fiscaux implicites et changements de régime

La non-linéarité du modèle permet d'identifier des **seuils fiscaux implicites**, définis par les conditions :

$$-\frac{1}{B} \text{ et } -\frac{1}{B-1}$$

Ces seuils correspondent à des valeurs critiques du taux d'imposition pour lesquelles le signe ou l'intensité de la fonction de transmission fiscale est modifié. Leur existence traduit un changement de régime dans la dynamique de la consommation privée.

Dans le cas ivoirien, les estimations indiquent que ces seuils se situent à des niveaux relativement faibles de fiscalité. Or, les taux d'imposition effectifs observés sur la période 2002–2023 se situent majoritairement au-dessus de ces valeurs critiques. L'économie ivoirienne évolue ainsi, selon le modèle, dans une zone où la fiscalité exerce un effet globalement contractif sur la dynamique de la consommation privée.

Cette configuration a une implication économique majeure : toute augmentation supplémentaire de la pression fiscale dans cette zone tend à renforcer la contraction intertemporelle de la consommation, sans nécessairement générer un effet positif durable sur l'activité économique. Elle suggère l'existence d'un arbitrage délicat entre objectifs de mobilisation des recettes fiscales et préservation de la demande privée.

6.3. Transmission intertemporelle et hystérésis fiscale

Le paramètre $A_1 < 0$ joue un rôle déterminant dans l'interprétation dynamique des résultats. Sa valeur négative indique que l'écart entre la consommation passée et le niveau plancher structurel C est transmis de manière contractive vers la période courante. Autrement dit, une consommation élevée dans le passé ne se traduit pas automatiquement par une consommation élevée dans le présent.

Ce mécanisme peut être interprété comme une forme d'**hystérésis fiscale**. La consommation passée, lorsqu'elle a été soutenue dans un contexte de pression fiscale élevée, devient difficilement soutenable à long terme. Les ménages ajustent alors leurs comportements en réduisant leur consommation future, soit par anticipation d'une fiscalité persistante, soit en raison de contraintes de liquidité accrues.

Cette hystérésis est renforcée par le paramètre $A_2 < 0$, qui traduit l'effet de l'héritage fiscal t_{n-1} . Une pression fiscale passée élevée continue de peser sur la dynamique présente de la consommation, même si le taux courant n'augmente pas. Ce résultat met en évidence un phénomène de **rigidité intertemporelle**, dans lequel les décisions fiscales passées conditionnent durablement les trajectoires de consommation.

6.4. Lecture macroéconomique du cas ivoirien

Appliquée au cas de la Côte d'Ivoire, l'analyse suggère que la dynamique de la consommation privée observée depuis le début des années 2000 s'inscrit dans un régime de transmission fiscale contraint. Malgré une croissance économique soutenue sur certaines sous-périodes, la fiscalité semble avoir limité la capacité des ménages à transformer les gains de revenu en consommation durable.

Ce résultat éclaire certaines évolutions observées empiriquement, telles que la progression modérée de la consommation privée par rapport à la croissance du PIB, ou la sensibilité accrue de la demande intérieure aux chocs fiscaux et institutionnels. Il suggère également que la consommation privée ivoirienne est davantage déterminée par des mécanismes d'ajustement et de correction que par une dynamique d'inertie expansive.

6.5. Synthèse de l'analyse économique

Dans l'ensemble, l'analyse économique des résultats met en évidence trois enseignements majeurs. Premièrement, la fiscalité agit comme une distorsion dynamique puissante, capable de contracter rapidement la transmission intertemporelle de la consommation privée. Deuxièmement, l'existence de seuils fiscaux implicites souligne le caractère non monotone des effets de la taxation sur la demande privée. Troisièmement, l'héritage fiscal et les rigidités institutionnelles induisent des effets d'hystérésis, qui rendent les ajustements de consommation persistants et difficiles à inverser.

Ces résultats fournissent une base analytique solide pour discuter, dans la section suivante, des implications de politique économique et des orientations possibles en matière de réforme fiscale.

7. Discussion : fiscalité et contraction endogène de la demande privée

Les résultats empiriques obtenus dans cet article suggèrent que la fiscalité peut devenir un facteur endogène de ralentissement de la consommation privée, non pas uniquement par son effet mécanique sur le revenu disponible, mais par l'altération profonde de la dynamique intertemporelle de la demande des ménages. Cette distinction est fondamentale, car elle remet en cause l'idée, encore largement répandue dans la littérature, selon laquelle les effets négatifs de la fiscalité sur la consommation seraient essentiellement transitoires et proportionnels aux variations de revenu.

Dans le cadre du modèle proposé, la fiscalité agit comme un mécanisme de distorsion structurelle, capable de modifier la manière dont la consommation passée se transmet vers la consommation présente. Lorsque la pression fiscale dépasse certains seuils implicites, la transmission intertemporelle devient contractive, voire auto-correctrice. La consommation privée cesse alors d'être portée par l'inertie de son propre passé et entre dans un régime de ralentissement endogène, indépendamment de l'évolution apparente des revenus agrégés.

Cette logique permet d'éclairer certains épisodes de croissance dite « molle », observés dans plusieurs économies en développement, et en particulier en Côte d'Ivoire. Malgré une progression soutenue du PIB et des revenus agrégés sur certaines périodes, la consommation privée n'augmente que modérément, voire stagne relativement. Le modèle suggère que cette dissociation apparente entre croissance du revenu et dynamique de la consommation peut résulter d'une fiscalité opérant au-delà de la capacité de transmission de l'économie, et non d'un simple manque de revenu ou d'un choc conjoncturel.

L'existence de seuils fiscaux implicites joue ici un rôle central. Contrairement à une vision linéaire, dans laquelle chaque augmentation de taux aurait un effet marginal constant sur la consommation, le modèle met en évidence des effets non monotones. En deçà de certains seuils, la fiscalité peut être compatible avec une dynamique de consommation relativement stable. Au-delà, toute hausse supplémentaire des taux produit des effets disproportionnés, entraînant une contraction durable de la demande privée. Ces effets sont d'autant plus difficiles à corriger à court terme qu'ils s'accompagnent de phénomènes d'hystérésis fiscale.

En effet, la présence d'un héritage fiscal, capturé par les paramètres dynamiques du modèle, implique que les décisions fiscales passées conditionnent durablement les trajectoires présentes de consommation. Une pression fiscale élevée dans le passé peut continuer à peser sur les comportements des ménages, même en l'absence d'augmentation immédiate des taux. Cette inertie négative renforce la persistance des effets contractifs et limite l'efficacité des ajustements ponctuels de politique fiscale.

Cette discussion conduit à reconsidérer la manière dont les politiques fiscales sont généralement évaluées. Les approches traditionnelles, centrées sur l'impact immédiat des taux d'imposition sur le revenu disponible, tendent à sous-estimer les effets dynamiques et cumulatifs de la fiscalité sur la demande privée. Le modèle proposé suggère qu'une politique fiscale peut apparaître soutenable à court terme, tout en générant des effets de contraction endogène à moyen et long termes, via la dégradation progressive de la transmission intertemporelle de la consommation.

Enfin, ces résultats invitent à un repositionnement du débat sur la soutenabilité de la fiscalité dans les économies en développement. La question n'est pas seulement de savoir si un certain

niveau de taxation est compatible avec la mobilisation des recettes publiques, mais aussi s'il est compatible avec le maintien d'une dynamique de consommation privée suffisante pour soutenir la croissance. En ce sens, la contraction endogène de la demande privée identifiée par le modèle constitue un risque macroéconomique majeur, souvent invisible dans les analyses statiques, mais potentiellement déterminant pour les trajectoires de développement à long terme.

8. Implications de politique économique

Les résultats de cette étude appellent à une reconsidération profonde de la conduite des politiques fiscales, en particulier dans les économies en développement caractérisées par une forte dépendance à la demande intérieure. Le modèle proposé montre que la fiscalité ne peut être évaluée uniquement à l'aune de sa capacité à mobiliser des recettes à court terme. Elle doit également être appréciée en fonction de ses effets dynamiques sur la consommation privée, qui conditionne la soutenabilité de la croissance économique.

8.1. Limites d'une approche fondée sur la seule hausse des taux

Les estimations mettent en évidence que l'augmentation des taux d'imposition au-delà de certains seuils implicites peut produire des effets contre-productifs durables sur la consommation privée. Une approche purement quantitative, consistant à accroître mécaniquement les taux pour atteindre des objectifs de recettes, risque ainsi de placer l'économie dans un régime de transmission fiscale contractive. Dans ce régime, la dynamique intertemporelle de la consommation est altérée, ce qui peut freiner la demande intérieure et, à terme, réduire la base taxable elle-même.

Ces résultats suggèrent que la soutenabilité d'une politique fiscale ne dépend pas uniquement du niveau des taux, mais de leur compatibilité avec la capacité de l'économie à transmettre les revenus vers la consommation privée. En ce sens, une hausse des taux mal calibrée peut générer un arbitrage défavorable entre mobilisation des recettes et croissance économique.

8.2. Élargissement de l'assiette fiscale et réduction des distorsions

L'un des enseignements majeurs du modèle est que l'élargissement de l'assiette fiscale constitue une alternative plus efficace et moins distorsive que la hausse des taux. En augmentant le nombre de contribuables et en réduisant les niches et exemptions, les autorités peuvent accroître les recettes sans déplacer l'économie vers une zone de contraction endogène de la consommation.

Cette stratégie est particulièrement pertinente dans les économies où l'informalité demeure élevée. La formalisation progressive de l'activité économique permet non seulement de renforcer les recettes publiques, mais aussi de réduire la charge fiscale supportée par les agents déjà imposés, limitant ainsi les effets négatifs sur la dynamique de la consommation privée.

8.3. Stabilité et prévisibilité des règles fiscales

Le modèle met en évidence l'importance de l'héritage fiscal dans la dynamique de la consommation. L'instabilité des règles fiscales, les changements fréquents de taux ou de base imposable peuvent renforcer les effets d'hystérésis et accentuer la contraction intertemporelle de la consommation.

Dans cette perspective, la stabilisation et la prévisibilité des règles fiscales apparaissent comme des leviers essentiels de politique économique. Une fiscalité stable permet aux ménages d'anticiper plus efficacement leurs charges futures, de lisser leur consommation et de limiter les comportements de précaution excessifs. Elle contribue ainsi à restaurer la capacité de transmission intertemporelle de la consommation privée.

8.4. Réduction des rigidités administratives et amélioration de la gouvernance fiscale

Les paramètres associés aux rigidités institutionnelles soulignent le rôle des frictions administratives dans la transmission des effets fiscaux. La complexité des procédures, les délais de remboursement ou les coûts de conformité peuvent amplifier l'impact négatif de la fiscalité sur la consommation, indépendamment du niveau des taux.

La simplification des procédures fiscales, l'amélioration de l'efficacité de l'administration et la réduction des coûts de conformité constituent donc des axes prioritaires de réforme. En diminuant les frictions non fiscales, les autorités peuvent atténuer les effets distorsifs de la fiscalité et améliorer la perception des ménages vis-à-vis du système fiscal.

8.5. Qualité de la dépense publique et confiance des ménages

Enfin, les résultats soulignent l'importance du lien entre fiscalité et qualité de la dépense publique. Lorsque les ménages perçoivent les impôts comme finançant des services publics de qualité — infrastructures, éducation, santé, protection sociale — les effets négatifs de la fiscalité sur la consommation peuvent être partiellement compensés par des effets de confiance.

L'amélioration de l'efficacité et de la transparence de la dépense publique apparaît ainsi comme un complément indispensable à toute réforme fiscale. En renforçant la crédibilité de l'action publique, elle contribue à restaurer la capacité des ménages à maintenir leur consommation malgré la pression fiscale, et à éviter une contraction endogène de la demande privée.

9. Conclusion générale et perspectives de recherche

Cet article avait pour objectif d'analyser la relation entre fiscalité et consommation privée à travers un cadre théorique et empirique intégrant explicitement la dimension dynamique et non linéaire de la transmission intertemporelle. En s'écartant des approches linéaires traditionnelles, le modèle proposé formalise la fiscalité non comme une simple ponction proportionnelle sur le revenu disponible, mais comme un déterminant structurel capable d'amplifier ou de contracter la dynamique de la consommation privée.

L'application empirique au cas de la Côte d'Ivoire sur la période 2002–2023 met en évidence plusieurs résultats majeurs. Premièrement, la fiscalité exerce un effet fortement distorsif sur la consommation privée, comme l'indique la valeur estimée du paramètre de non-linéarité. L'augmentation du taux d'imposition réduit rapidement la capacité de l'économie à transmettre la consommation passée vers la consommation présente, via un mécanisme contractif non linéaire. Ce résultat confirme que les effets fiscaux sur la demande privée ne sont ni proportionnels ni symétriques, et qu'ils dépendent fortement du régime dans lequel se situe l'économie.

Deuxièmement, le modèle révèle l'existence de seuils fiscaux implicites, endogènes à la structure même de la fonction de transmission. Les taux d'imposition observés en Côte d'Ivoire

se situent majoritairement au-delà de ces seuils, plaçant l'économie dans une zone de transmission contractive de la consommation privée. Cette configuration suggère que les marges de manœuvre en matière de hausse des taux sont limitées, sous peine de provoquer des effets contre-productifs durables sur la demande intérieure.

Troisièmement, l'introduction explicite de la dynamique intertemporelle et de l'héritage fiscal met en évidence des phénomènes d'hystérésis. Les décisions fiscales passées continuent de peser sur les trajectoires présentes de consommation, rendant les ajustements de politique économique plus lents et plus coûteux. Cette dimension explique en partie la persistance de phases de croissance modérée de la consommation privée, malgré une progression apparente des revenus agrégés.

Sur le plan méthodologique, les résultats économétriques confirment la robustesse du modèle. Le pouvoir explicatif élevé, la qualité de l'ajustement, l'absence d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation résiduelle, ainsi que la stabilité structurelle observée sur l'ensemble de la période, renforcent la crédibilité des conclusions. Ils suggèrent que la relation identifiée entre fiscalité et consommation privée est structurelle et non conjoncturelle.

D'un point de vue de politique économique, les enseignements de cette étude sont clairs. Une stratégie fiscale fondée principalement sur la hausse des taux comporte un risque élevé de contraction endogène de la demande privée. À l'inverse, l'élargissement de l'assiette fiscale, la stabilisation des règles, la réduction des rigidités administratives et l'amélioration de la qualité de la dépense publique apparaissent comme des leviers plus efficaces et plus soutenables pour concilier mobilisation des recettes et croissance économique.

Plus largement, cet article contribue à renouveler l'analyse des politiques fiscales dans les économies en développement. Il montre que la fiscalité doit être pensée comme un instrument dynamique, dont les effets s'inscrivent dans le temps et interagissent avec les comportements des ménages. En ce sens, l'évaluation des politiques fiscales ne peut se limiter à leurs effets immédiats sur les recettes ou le revenu disponible, mais doit intégrer leur impact sur la dynamique intertemporelle de la demande privée.

Plusieurs pistes de recherche peuvent être envisagées pour prolonger ce travail. Une première consiste à étendre le modèle à un cadre multivarié intégrant explicitement le revenu disponible, l'épargne et l'investissement privé, afin d'analyser les interactions dynamiques entre fiscalité et l'ensemble des composantes de la demande intérieure. Une seconde piste serait d'introduire des indicateurs institutionnels ou de gouvernance fiscale, afin de mesurer plus finement le rôle des rigidités administratives et de la confiance dans l'action publique. Enfin, une extension en données de panel permettrait de comparer les seuils fiscaux implicites entre pays et d'identifier les déterminants structurels de la soutenabilité fiscale dans un cadre comparatif.

En définitive, l'approche développée dans cet article offre un cadre analytique cohérent et opérationnel pour analyser les effets dynamiques de la fiscalité sur la consommation privée. Elle met en lumière un mécanisme souvent négligé dans les analyses standard, mais potentiellement déterminant pour la trajectoire de croissance des économies en développement.

Bibliographie (APA 7)

Allingham, M. G., & Sandmo, A. (1972). Income tax evasion: A theoretical analysis. *Journal of Public Economics*, 1(3–4), 323–338.

Auerbach, A. J., & Gorodnichenko, Y. (2012). Measuring the output responses to fiscal policy. *American Economic Journal: Economic Policy*, 4(2), 1–27. <https://doi.org/10.1257/pol.4.2.1>

Breusch, T. S. (1978). Testing for autocorrelation in dynamic linear models. *Australian Economic Papers*, 17, 334–355. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8454.1978.tb00635.x>

Breusch, T. S., & Pagan, A. R. (1979). A simple test for heteroscedasticity and random coefficient variation. *Econometrica*, 47(5), 1287–1294.

Brown, R. L., Durbin, J., & Evans, J. M. (1975). Techniques for testing the constancy of regression relationships over time. *Journal of the Royal Statistical Society: Series B (Methodological)*, 37(2), 149–163. <https://doi.org/10.1111/j.2517-6161.1975.tb01532.x>

Campbell, J. Y., & Mankiw, N. G. (1989). Consumption, income, and interest rates: Reinterpreting the time series evidence. *NBER Macroeconomics Annual*, 4, 185–216. <https://doi.org/10.1086/654107>

Deaton, A. (1992). *Understanding consumption*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/0198288247.001.0001>

Friedman, M. (1957). *A theory of the consumption function*. Princeton University Press.

Godfrey, L. G. (1978). Testing against general autoregressive and moving average error models when the regressors include lagged dependent variables. *Econometrica*, 46(6), 1293–1301.

Hall, R. E. (1978). Stochastic implications of the life cycle–permanent income hypothesis: Theory and evidence. *Journal of Political Economy*, 86(6), 971–987. <https://doi.org/10.1086/260724>

Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.

Modigliani, F., & Brumberg, R. (1954). Utility analysis and the consumption function: An interpretation of cross-section data. In K. K. Kurihara (Ed.), *Post-Keynesian economics* (pp. 388–436). Rutgers University Press.

Slemrod, J., & Yitzhaki, S. (2002). Tax avoidance, evasion, and administration. In A. J. Auerbach & M. Feldstein (Eds.), *Handbook of public economics* (Vol. 3, pp. 1423–1470). Elsevier.

Sources de données et références institutionnelles (Côte d’Ivoire)

Agence Nationale de la Statistique (ANStat), Côte d’Ivoire. (2024). *Comptes nationaux annuels définitifs 2023* (et publications connexes sur la consommation finale).

Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (s. d.). *EDEN – Entrepôt de Données Économiques et Financières*.

Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF), Côte d'Ivoire. (2025). *Annexe 12 – Rapport sur les dépenses fiscales (2020–2025)*.

Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement / DGE (Côte d'Ivoire). (2025). *Cadre macroéconomique – Recettes totales et dons (pression fiscale)*.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2024). *Statistiques des recettes publiques en Afrique 2024 – Côte d'Ivoire*.

World Bank. (s. d.). *Tax revenue (% of GDP) – Côte d'Ivoire (GC.TAX.TOTL.GD.ZS)* (source IMF GFS).